



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 12-2025-11-19-00005 du **19 NOV. 2025**

pris à l'encontre de la société SCI MURAT pour son établissement situé sur la commune de La Cavalerie de respecter les prescriptions applicables à ses activités

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 août 2023 portant nomination de Madame Véronique ORTET en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, sous-préfète de Rodez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2025-10-27-00001 du 27 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11/04/17 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en particulier le point 13 de son annexe II ;
- Vu** l'arrêté n°2001-1954 du 25 septembre 2001 autorisant le prélèvement, et l'utilisation d'eau pour la consommation humaine, déclarant d'utilité publique le prélèvement des eaux de la résurgence de l'Esperelle, commune de LA ROQUE SAINTE MARGUERITE et l'instauration des servitudes de protection réglementaire au profit de la commune de MILLAU ;
- Vu** la demande de la poursuite de la procédure d'enregistrement présentée le 28 juin 2022 et complétée le 07 juillet 2022 par la Société SCI MAPLE pour l'exploitation de l'installation existante ;
- Vu** l'arrêté n°12-2022-07-29-00002 du 29 juillet 2022 modifié portant enregistrement d'un entrepôt, société SCI MAPLE, Commune de La Cavalerie ;
- Vu** la déclaration du 5 juin 2023, par la SCI MURAT, de changement d'exploitant de l'entrepôt ;
- Vu** l'arrêté n°12-2025-10-16-00004 du 16 octobre 2025 relatif à l'exploitation d'une installation de recyclage de matelas et d'un entrepôt situés 105 rue de Normandie sur le territoire de la commune de La Cavalerie (12230) et exploité par la SCI MURAT ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 06 octobre 2025 de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du 17 septembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier

recommandé avec accusé de réception en date du 8 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 13 novembre 2025;

- Considérant** que depuis l'inspection du 17 septembre 2025 l'installation a basculée des règles procédurales de l'enregistrement aux règles procédurales de l'autorisation à la suite de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 octobre 2025 susvisé ;
- Considérant** que les calculs des besoins en eau d'extinction D9 réalisés par l'exploitant dans le cadre de sa demande d'enregistrement (compléments du 7 juillet 2022) aboutissent à un volume d'eau de 540 m³ d'eau nécessaires à l'extinction d'un incendie sur le site et que ces besoins n'ont pas évolués depuis ;
- Considérant** que les résultats des mesures de débits réalisées le 23 juillet 2025 et le 17 septembre 2025, montrent que les poteaux incendie situés autour du site sont capables de délivrer 120 m³/h à un bar soit 240 m³ en deux heures ;
- Considérant** que la réserve incendie n° 063046 doit donc être en capacité de fournir au minimum 300 m³ en permanence pour qu'avec les poteaux incendie situés autour du site, ils puissent au total fournir les 540 m³ d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie sur le site en application des règles de calcul D9 ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection du 17 septembre 2025, il a été constaté que la réserve incendie n° 063046 était presque vide, à un niveau de remplissage inférieur à 300 m³ ;
- Considérant** que la quantité d'eau nécessaire n'est pas disponible pour l'extinction d'un incendie sur site ;
- Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de la prescription technique 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé qui a été aménagée par les articles 7.1.4 et 5.3.1 de l'arrêté d'autorisation du 16 octobre 2025 susvisé ;
- Considérant** que le site est situé sur le périmètre rapproché du captage de l'Esperelle ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection du 17 septembre 2025, il a été constaté qu'un distributeur de carburant associé à une cuve aérienne de 20 m³ contenant un carburant "OLEO 100" avait été installé à proximité des quais de chargement afin de pouvoir réaliser le plein de carburant de camions ;
- Considérant** que cette modification notable n'a pas été portée à la connaissance du préfet en application des dispositions du II de l'article R.181-46 du code de l'environnement s'appliquant aux installations soumises aux règles procédurales de l'enregistrement ;
- Considérant** que ce constat constituait un manquement aux dispositions du II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement, il constitue depuis le 16 octobre 2025 un manquement aux dispositions du II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SCI MURAT de respecter l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2025 susvisé et les dispositions II de l'article R.181-46 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : mise en demeure

La société SCI MURAT exploitant une installation située sur le territoire de la commune de La Cavalerie est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- a) les dispositions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2025 susvisé, en mettant à disposition du site une réserve d'eau, d'au moins 300 m³, disponible en permanence au service d'incendie et de secours.,

- b) les dispositions de II de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en transmettant un porter à connaissance concernant l'installation d'un distributeur de carburant OLEO100 sur le site. Ce porter à connaissance analysera notamment :
 - le risque d'effet domino avec un incendie de l'entrepôt,
 - le traitement des rejets chroniques associés à cette installation (dépotage citerne et plein de carburant),
 - les besoins en eau d'extinction d'incendie,
 - les volumes d'eau à confiner en cas d'incendie.

Article 2^{er} : déféré à la mise en demeure

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ,
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de
 - a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : publicité

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifié à la société SCI MURAT.

Rodez, le **19 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Véronique ORTET.